

LES 10 ET 17 NOVEMBRE : TOUS EN GRÈVE

soyons à la hauteur des enjeux, ne laissons pas le gouvernement casser la voie pro

Sous couvert d'autonomie renforcée pour les établissements, Macron annonce la réorganisation du temps scolaire, l'augmentation et la dérégulation des PFMP pulvérisent le cadre national garant de l'égalité entre élèves et attaquent le statut des PLP menacé par l'annualisation. De plus, le recrutement de professeur-es « associé-es », le transfert de l'enseignement professionnel sur les stages en entreprise et les fermetures de filières préfigurent un plan social.

Casse de la voie professionnelle sous statut scolaire et de ses diplômes

Dès la rentrée 2023, le gouvernement voudrait un passage de 22 à 33 semaines de PFMP en Bac Pro et de 12/14 à 18/21 en CAP. Les élèves n'auront quasiment plus d'heures d'atelier puisque l'entreprise les formera... En renvoyant à l'autonomie des chef-fes d'établissement pour en décider la mise en œuvre, le chef de l'État annonce leur dérégulation : départs différés, départs au fil de l'eau...

L'enseignement général n'est évoqué qu'à l'aune de « savoirs fondamentaux » et des disciplines de français et de maths. Que deviennent les langues vivantes, l'éco-droit, l'éco-gestion, les arts appliqués, l'EPS, la PSE, l'histoire-géo ? Seront-ils considérés comme « fondamentaux » ou seront-ils sacrifiés sur l'autel de l'utilitarisme ?

Le cadre national des grilles horaires disciplinaires pourrait exploser et les heures d'enseignement seraient ventilées au niveau local. Ce qui est annoncé c'est bel et bien la fin de formations cadrées nationalement et donc la fin de diplômes nationaux. D'ailleurs, si les annexes pédagogiques pour les PFMP devaient être rédigées par les entreprises, on pourrait craindre que le contenu même des enseignements et des diplômes soient décidés par les entreprises elles-mêmes.

La CGT Éduc'action 71 s'oppose à tout transfert de compétence de l'État vers les régions et les entreprises. Elle s'oppose à toute remise en cause du statut des PLP au profit d'une plus grande autonomie des chef-fes d'établissement. La CGT Éduc'action 71 défend un plan d'urgence pour la voie professionnelle.

Fermeture des filières : vers un plan social de grande ampleur

L'avenir incertain des LP au sein de l'Éducation nationale

La création d'un ministère délégué à l'enseignement et à la formation professionnelle dépendant du ministère du Travail et de l'Éducation nationale est une attaque contre la voie professionnelle sous statut scolaire.

À celles et ceux qui en doutent, on fait le constat que les LP ne sont plus gérés par le ministère de l'Éducation nationale mais uniquement par la ministre déléguée.

Pour la CGT Éduc'action 71 cette double tutelle doit cesser !

Macron établit un tri entre les filières qui débouchent sur un emploi et les autres, en estimant qu'il y a « trop de jeunes qui sortent avec un diplôme mais pas d'emploi ». « On laisse vivre trop de filières où il n'y a quasiment pas de débouchés », souligne-t-il. Cette logique d'adéquation absolue entre formation et besoins immédiats des entreprises locales suit une logique à court terme qui ne permet pas de répondre aux enjeux économiques des territoires à l'aune des enjeux numériques, environnementaux et sociaux.

Réduction du temps de formation en établissement avec un transfert vers les PFMP, recourt à des « professeur.es associé.es » issus.es des entreprises, fermetures de formations, baisse des DHG... **tout cela annonce de nombreuses suppressions de postes !**

Macron annonce des « reconversions » pour les enseignant.es qui seront concernées. C'est bel et bien un plan social de grande envergure qui est prévu. L'expérience vécue par les collègues de GA laisse craindre le pire.

Des enseignements ambitieux

La voie professionnelle du Lycée doit **donner accès à une culture diversifiée de haut niveau.**

Cette ambition doit se concrétiser par des programmes d'enseignement général et des référentiels d'activités professionnelles **renouant avec l'exigence et des grilles horaires décentes.**

Cette ambition doit également se concrétiser par **des moyens à la hauteur de ces exigences, pas plus de 20 élèves par classe en baccalauréat, 12 en CAP** et des moyens complémentaires pour venir en aide aux élèves en difficultés.

Des formations accessibles

La carte académique des formations doit **répondre aux enjeux de développement du tissu industriel et économique de notre département.** Elle doit également garantir l'accessibilité aux sections de la voie professionnelle tant en CAP qu'en Bac Pro.

Il faut **redonner à la carte des formations une vision sur le long terme**, notamment en développant les formations en relation avec les enjeux environnementaux comme celles en lien avec les métiers du soin, de l'action sociale, du sport, des nouvelles technologies (web, jeu vidéo), etc.

La carte des formations doit être revue de tout urgence.

Des diplômes reconnus

Les diplômes et titres de la voie professionnelle, dont les objectifs et contenus sont élaborés paritairement, doivent **garantir la reconnaissance des qualifications des travailleuses et des travailleurs.**

Cette reconnaissance doit trouver sa **traduction dans la classification et donc dans une grille de salaire inscrite au sein des conventions collectives** où le CAP doit demeurer le premier niveau de qualification.

Nous devons appréhender, en lien avec ces enjeux, les modalités de certification des qualifications de nos élèves.

Des lycéen.nes respecté.es

La voie professionnelle sous statut scolaire est **une voie à part entière de l'enseignement secondaire en France.** Elle doit être respectée en tant que telle.

La réalité sociologique des élèves de la voie professionnelle doit être reconnue par l'octroi de moyens (pédagogique, d'encadrement et d'accompagnement) supplémentaires dans le cadre d'une politique d'éducation prioritaire renouvelée.

Le culte dogmatique voué au « monde de l'entreprise » doit cesser, **la loi dite de « liberté de choisir son avenir professionnel » doit être abrogée.**



La CGT Educ'action appelle tous les personnels à faire échec aux projets mortifères du gouvernement :

**Le 17 novembre :
Manifestation 14h30 à Chalon**

Pour rejoindre la CGT Educ'action

Nom : Prénom :

Adresse : Code postal :

Commune : Téléphone :

Mél :

Profession : Lieu d'exercice :

